



(**Les «drones-médecines» du Rwanda (rediffusion)** Les drones en déposant les armes pour rejoindre la vie civile ont fait depuis longtemps la démonstration que l'on pouvait parfaitement utiliser ces robots volants autrement que comme machine à tuer ! Certains de ces appareils se sont métamorphosés en trousse de secours héliportée et des réseaux pour la distribution aérienne de matériels de soin et de médicaments en urgence se mettent en place en Afrique.

Côté infrastructure, le cabinet d'architecture Foster + Partners, qui possède une expérience considérable)

BURUNDI :

Burundi : La NINA – Période de pluies déficitaires jusque fin décembre 2016

Environnement – A Bujumbura, ce vendredi 9 septembre 2016, M. Emmanuel Niyonkuru , ministre burundais de l'Environnement, a informé sur la prévision saisonnière de septembre-décembre 2016 (dernier trimestre de l'année 2016) qui connaîtra le phénomène climatique – LA NINA -, synonyme de période de faibles pluies et des températures élevées pour les pays de la Région des Grands lacs Africains dont le Burundi.

M. Aloys Rurantije, représentant permanent du Burundi auprès de l'Organisation météorologique mondiale(OMM) et directeur de l'hydrométéorologie à l'Institut géographique du Burundi IGEBU, institut qui informe les Burundais au quotidien via la RTNB (La Radio Nationale) de la météo , a précisé que cette information est confirmée au niveau de la sous-région (pays de la corne d'Afrique et d'Afrique de l'Est) par le centre de prévision météorologique régional basé à Nairobi (Kenya).

Le Burundi connaîtra des pluies "déficitaires" pendant cette période ainsi un impact négatif pour l'agriculture et l'énergie (Hydroélectrique) car le niveau des eaux souterraines sera très bas (pas de

recharges suffisantes pour alimenter les nappes).

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 12 septembre 2016

Burundi : cinq choses à savoir sur Evariste Ndayishimiye, le nouveau patron du CNDD-FDD

08 septembre 2016 Par Armel Gilbert Bukeyeneza

<http://www.jeuneafrique.com/355699/politique/burundi-cinq-choses-a-savoir-evariste-ndayishimiye-nouveau-patron-cndd-fdd/>

Le CNDD-FDD, le parti au pouvoir, s'est choisi un nouveau secrétaire général, poste qui vient remplacer celui de président, le 20 août dernier, en la personne du général Evariste Ndayishimiye. Qui est-il ? Réponse en cinq points.

Un adepte du discours rassurant

Le nouveau chef du parti a fait usage de mots marquant un changement de ton à la tête du parti au pouvoir : « Le Burundi n'a qu'un seul problème : la pauvreté ». La phrase sonne comme un leitmotiv lors de toutes ses sorties médiatiques.

Alors que son prédécesseur, Pascal Nyabenda, tirait à boulets rouges sur l'Occident, certains pays de la sous-région ainsi que l'opposition, les tenant tous pour responsables de la crise politico-sécuritaire et économique actuelle, Evariste Ndayishimiye préfère calmer le jeu : « Nous allons faire un travail qui va ramener la confiance de ces partenaires. En nous voyant sur le terrain, travaillant, parlant le même langage sur le développement du pays, ils vont se tourner vers nous et nous appuyer pour aller de l'avant », a-t-il rassuré le 23 août dernier, après les cérémonies de remise et reprise avec Pascal Nyabenda, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale.

Un homme influent

Éminence grise du pouvoir de Bujumbura, Evariste Ndayishimiye est connu pour avoir été toujours dans le cercle fermé des généraux, essentiellement constitué d'Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la sécurité, et de feu Adolphe Nshimirimana, ancien patron du service des renseignements, assassiné le 2 août 2015. Un trio qui, selon les détracteurs du régime, dirigeait réellement le pays.

Un homme de l'ombre

Ce qui le démarque : sa discrétion. Presque tous les hommes forts du régime ont eu, chacun à leur tour, l'occasion de se salir les mains. Mais dans les milieux politiques, Evariste Ndayishimiye est considéré comme celui qui a réussi à protéger son nom, à rester à l'abri des projecteurs. « Il est difficile de retrouver sa moindre implication dans les dossiers de sang et de grande corruption qui ont émaillé les dix dernières années », commente une source anonyme.

Un guerrier

Natif de la commune de Giheta, dans la province de Gitega (au centre du Burundi), Evariste Ndayishimiye, 48 ans, figure parmi les premières recrues des Forces de défense de la démocratie (FDD). En 1995, il échappe de justesse à la purge des étudiants hutus menée à l'Université du

Burundi par certains de leurs camarades, des extrémistes tutsis. Il rejoint vite les FDD, qui ont pris les armes après l'assassinat du président Melchior Ndadaye, fin 1993. Durant toute une décennie de guerre, Evariste est commandant dans différentes régions et gravit tous les échelons pour enfin présider le bureau chargé de la conception et de la planification de la politique de la lutte.

Un homme aux multiples fonctions

En 2003, quand le CNDD-FDD signe l'accord global de cessez-le-feu, les choses vont très vite : Evariste Ndayishimiye devient le chef adjoint de l'état-major. Puis entre 2006 et 2007 il est nommé ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique. C'est après qu'il devient chef de cabinet militaire à la présidence, un poste qu'il occupera jusqu'en 2014 pour prendre, l'année suivante, la tête du cabinet civil. Parallèlement, Evariste Ndayishimiye dirige aussi, depuis 2009, le Comité National Olympique.

Armel Gilbert Bukeyenzeza

RWANDA :

Rwanda: des nouveaux marchés à Kigali pour lutter contre les vendeurs à la sauvette

Des vendeurs dans un marché de vêtements et de chaussures de seconde main à Kigali au Rwanda, le 30 juin 2016.

Par RFI Publié le 12-09-2016 Modifié le 12-09-2016 à 11:33 © RFI/Stéphanie Aglietti

Depuis plusieurs années, les autorités rwandaises luttent contre les vendeurs à la sauvette de la capitale rwandaise. Une activité illégale au Rwanda qui selon la municipalité et la police pose un problème d'ordre public et de sécurité. Le traitement réservé à ces vendeurs ambulants avait cependant été dénoncé par Human Rights Watch. Dans plusieurs rapports, l'organisation de défense des droits de l'homme avait accusé les autorités de détenir de manière illégale ces vendeurs de rues dans un centre de transit, qualifié par HRW de prison non officielle. Depuis, la municipalité a mis sur pied 12 marchés afin de tenter de sédentariser les vendeurs à la sauvette et leur permettre de travailler légalement.

À Nyabugogo, sous un auvent de tôle, à deux pas de la gare routière dans laquelle elles avaient l'habitude de vendre à la sauvette des fruits et légumes des anciennes vendeuses de rues sont alignées derrière des étals de brique. Parmi elles, Chantal Uzamukunda 32 ans, qui, depuis l'inauguration du marché, travaille pour la première fois de sa vie en toute légalité : « On est mieux à vendre ici que dans la rue sous le soleil. En plus, c'était dangereux, les autorités nous pourchassaient et nous envoyaient au centre de transit de Gikondo ».

Uwiringiye, un fonctionnaire est venu par curiosité : « Ces commerçants créaient du désordre dans la rue. Mais maintenant, les accidents ont diminué. J'apprécie cette initiative ». Pendant un an, ces commerçants, organisés en coopératives ne paient pas de loyer et sont exemptés de taxes. Lors de l'inauguration du marché, la maire de Kigali l'a martelé : ces vendeurs n'ont plus d'excuses pour retourner dans la rue.

Un enthousiasme que certains vendeurs ne partagent pas totalement. En effet, beaucoup, comme Espérance, assurent avoir perdu une bonne partie de leur clientèle, peu habituée à se rendre sur les marchés : « C'est bien d'être ici, mais on ne gagne vraiment pas d'argent. Les clients sont rares. Mes fruits et légumes sont en train de pourrir ».

Tous espèrent que les ventes décollent rapidement. Dans le cas contraire, beaucoup pointent le risque que les vendeurs soient tentés de retourner dans la rue.

Les «drones-médecines» du Rwanda (rediffusion)

Par Dominique Desaunay Diffusion : dimanche 11 septembre 2016

Les «drones-médecines» du Rwanda (rediffusion)

Le drone Zip, de Zipline International, permet la livraison aéroportée de médicaments et de poches de sang aux hôpitaux. ©Zipline International

Alors que l'idée de drones « urgentistes » fait son chemin dans le monde, le concept d'un réseau de distribution de matériel de soin et de premiers secours par robot volant prend une nouvelle dimension en Afrique et en particulier au Rwanda.

Les drones en déposant les armes pour rejoindre la vie civile ont fait depuis longtemps la démonstration que l'on pouvait parfaitement utiliser ces robots volants autrement que comme machine à tuer ! Certains de ces appareils se sont métamorphosés en trousse de secours hélicoptérée et des réseaux pour la distribution aérienne de matériels de soin et de médicaments en urgence se mettent en place en Afrique.

Côté infrastructure, le cabinet d'architecture Foster + Partners, qui possède une expérience considérable dans la réalisation d'aéroports internationaux, entreprend actuellement la construction du premier Droneport sur le continent, au Rwanda précisément.

En parallèle, une jeune société californienne aux Etats-Unis, la Zipline International, vient d'annoncer un partenariat avec le gouvernement, pour mettre en place la livraison aéroportée de médicaments et de poche de sang, à destination de la vingtaine d'hôpitaux que compte le pays des mille collines.

L'appareil ressemble plus à un mini avion à hélice, qu'à un petit hélicoptère. L'engin qui se nomme Zip est à propulsion électrique, il est catapulté dans les airs par une rampe de lancement, il pèse moins de 10 kg et embarque jusqu'à 1,3 kilo de charge utile. Son autonomie lui permet de parcourir plus de 120 km et ainsi rejoindre en moins de 30 minutes tous les centres hospitaliers de la région qui pourront passer leurs commandes par simple SMS.

Les précieux chargements transportés par les drones de Zipline, bien à l'abri dans des mini-containers rembourrés, seront largués à basse altitude par parachute. Ces « toubabou du ciel » intègrent de nombreux « gris-gris électroniques » dans leur carlingue, comme des capteurs, des GPS, et des puces téléphoniques afin de se connecter au réseau cellulaire du pays pour se guider.

La phase de test commence dès ce mois de juillet avec une flotte de quinze appareils qui oeuvreront sur la moitié du territoire Rwandais. Si le projet donne satisfaction, le déploiement complet des « drones-médecines » interviendra début 2017, avant de s'étendre au Congo voisin. Puis les ailes de sorciers des ZIP, qui ne craignent, ni le vent, ni la pluie, ni la chaleur, les porteront dans tous les pays d'Afrique pour sauver en urgence de nombreuses vies.

Vous avez des questions ou des suggestions, vous pouvez nous écrire à nouvelles.technologies@rfi.fr

RDC CONGO :

RD Congo : l'ONU s'inquiète de l'afflux de combattants sud-soudanais

12 septembre 2016 Par Jeune Afrique avec AFP

La mission onusienne pour la stabilisation du Congo craint que l'afflux de soldats sud-soudanais dans l'est du pays ne ravive les tensions dans cette région marquée par vingt ans de combats. Les Nations unies se sont inquiétées lundi 12 septembre des conséquences de l'afflux de combattants sud-soudanais dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pour la stabilité de cette région ébranlée par les conflits armés depuis plus de vingt ans.

La Mission de l'ONU pour la stabilisation du Congo, la Monusco, souligne dans un communiqué qu'elle poursuit, avec « le siège des Nations unies » à New York, « les discussions avec le gouvernement de la RDC et les organisations sous-régionales afin qu'une issue favorable soit trouvée à cette situation qui pourrait devenir une menace pour la paix en RDC ».

634 Sud-Soudanais secourus depuis le 17 août

Dans ce texte, la Monusco dit avoir porté secours depuis le 17 août à 634 ressortissants sud-soudanais présents dans le parc de la Garamba, réserve naturelle du nord-est de la RDC frontalière du Soudan du Sud. La Monusco affirme avoir « extrait » ces personnes du parc dans le cadre d'une « opération d'assistance à but humanitaire ».

« Leurs armes ont été récupérées et gardées à la Monusco », ajoute le communiqué. « Cette opération a pour objectif d'apporter de l'assistance aux personnes étant dans un état critique mais aussi aux populations civiles qui pourraient en être victimes », sachant qu'« il resterait à ce jour environ 134 personnes à extraire du parc ».

Des partisans de Riek Machar en quête de répit

Mercredi, le siège des Nations unies avait révélé que la Monusco avait aidé à transporter en lieu sûr pour qu'ils y soient soignés plus d'une centaine de partisans « mal en point » de l'ancien vice-président soudanais Riek Machar qui s'étaient réfugiés en RDC.

Ces combattants, de même que leur chef, avaient été chassés de Juba, la capitale sud-soudanaise, à la suite de violents combats contre l'armée du président Salva Kiir en juillet. Riek Machar, blessé, avait lui-même été pris en charge par la Monusco en RDC avant d'être remis aux autorités congolaises. Il se trouve actuellement à Khartoum.

Classé par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité -dans la catégorie « en péril »- le parc de la Garamba sert de refuge depuis plusieurs années à divers groupes armés congolais ou étrangers.

RDC: une trentaine d'agents de Congo Airways licenciés

Publié le lun, 12/09/2016 - 11:49 | Modifié le lun, 12/09/2016 -

L'Airbus A320 de la compagnie aérienne Congo Airways à Kinshasa le 30/07/2015. Radio Okapi/Ph. John Bompengo

Une trentaine d'agents de Congo Airways sont licenciés depuis une semaine de cette compagnie aérienne nationale, qui compte près de quatre cents personnes à travers le pays.

Selon le directeur général de Congo Airways, Désiré Balazire, son entreprise ne compte maintenir qu'un effectif de deux cent cinquante agents à la fin de l'opération d'assainissement.

Congo Airways, avec ses quatre aéronefs, dit ne pas être en mesure de payer l'ensemble de ses agents dont la plupart ont été recrutés à Kinshasa.

Pour l'instant, avec trois avions en activité et un autre cloué au sol (Kimpa Vita), Congo Airways connaît des difficultés financières pour rémunérer cet effectif d'environ quatre cents agents.

Les agents remerciés pourront être rappelés dans les jours à venir, au fur et à mesure que la compagnie présentera une bonne santé financière.

L'opération d'assainissement a débuté après la nomination de Désiré Balazire, en remplacement de

l'ancien directeur général, Claude Kirongozi.

Ce nouveau comité de gestion a reçu mandat d'insuffler une nouvelle dynamique et promouvoir de nouvelles méthodes de gestion au sein de Congo Airways. L'entreprise a dix mois d'activité depuis son premier vol inaugural sur Goma le 1er novembre 2015.

Revue de la presse rd-congolaise

Par : Sofia | Mots clés : RDC, revue de presse

French.china.org.cn | Mis à jour le 09-09-2016

Voici les principales informations des médias de la République démocratique du Congo (RDC) diffusées vendredi.

Le Potentiel

Deuxième intervention réussie de Moïse Katumbi le 7 septembre devant le Parlement européen à Strasbourg (France). Thème de la rencontre : "Démocratie, droits de l'homme et alternance en RDC". Interdit de séjour en RDC, exclu du dialogue par solidarité au Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, Moïse Katumbi ne décolère pas. Bien au contraire. Il garde encore tout son optimisme. D'ailleurs, il n'écarte pas la possibilité d'un retour en RDC. Ce n'est qu'une question de jours, annonce-t-il. Profitant de sa convalescence en Occident, il multiplie des interventions pour plaider la cause de la démocratie congolaise, en péril.

La Tempête des tropiques

La Dynamique de l'opposition congolaise compte déposer bientôt une plainte contre Joseph Kabila pour haute trahison. Cette plate-forme politique lui reproche d'avoir violé la Constitution de la République. La Dynamique a fait connaître son intention dans un communiqué publié le 8 septembre à Kinshasa. Cette coalition de partis politiques de l'opposition reproche au président Kabila de bloquer le fonctionnement régulier des institutions du pays. Pour cette plate-forme politique, le numéro un congolais a pris toutes les institutions de la République en otage. La Dynamique de l'opposition a réaffirmé l'attachement de son camp à la Constitution et à la Résolution 2277 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Phare

En parcourant la feuille de route sur les objectifs assignés au dialogue, il est écrit ce qui suit, je cite : "Le dialogue proprement dit a pour but principal la réunion des parties prenantes congolaises, afin de réfléchir, d'échanger et de débattre en toute liberté et sans contraintes, des voies et moyens de l'organisation des élections crédibles, transparentes, apaisées et inclusives en RDC, dans le respect de la Constitution et conformément aux autres textes et instruments nationaux et internationaux pertinents". Ce qui frappe dans cette citation est que toutes les parties prenantes congolaises au dialogue s'engagent à réfléchir à échanger et à débattre des voies et moyens de l'organisation des élections dans le respect de la Constitution. Fin

CONGO :

Congo : les bus électriques de Bolloré s'installent à Brazza et Pointe-Noire

12 septembre 2016 à 13h26 Par Julien Vallet

Expérimentés lors des Jeux africains de 2015, les bus à énergie électrique sont officiellement mis en circulation à Brazzaville lundi. Ils arriveront ensuite à Pointe-Noire. Ils marquent une nouvelle étape dans le développement d'une gamme de véhicules électriques développés par le groupe Bolloré, et mis en circulation dans plusieurs pays africains.

Des bus électriques 100% énergie propre circulent désormais dans les rues de Brazzaville, tout comme dans plusieurs pays africains où le groupe Bolloré développe ces solutions alternatives de transport.

Développés par Bluecongo, une co-entreprise du groupe Bolloré et du fonds souverain de l'État du Qatar, ils avaient déjà été expérimentés lors des Jeux africains de septembre 2015, quand une soixante de ces véhicules avaient été mis à disposition des délégations officielles à cette occasion. Après des tests au mois de mai 2016, la mairie de la capitale congolaise a finalement donné son accord mi-août pour un lancement officiel ce lundi.

Quasi-silencieux, ils n'émettent pas de CO2 grâce à une batterie LMP, à base de lithium, développée par Blue Solutions, la filiale du groupe Bolloré qui développent des solutions énergétiques propres.

Au total, sept lignes de bus sont mis en circulation à Brazzaville. Le coût du transport est fixé à 150 francs CFA, soit 0,22 euro, le prix moyen des bus à gasoil dans la capitale congolaise. Ces Bluebus — des bus de six mètres — doivent ensuite commencer à circuler à Pointe-Noire, la deuxième ville du Congo, à partir du 20 septembre prochain.

Expansion des bluezones

Le Groupe Bolloré, qui construit des véhicules électriques en Bretagne et au Canada, n'en est pas à son coup d'essai sur le continent africain. Des Bluebus circulent par exemple déjà depuis 2014 en Côte d'Ivoire, sur le campus de l'université de Cocody, à Abidjan.

Des « bluezones », espaces multifonctionnelles alimentées par l'énergie solaire, ont également été ouverts à Conakry (Guinée), Lomé (Togo), ou Niamey (Niger).

Détenu par Vincent Bolloré, le groupe est présent sur le continent africain via sa filiale Bolloré Transport & Logistics, qui détient des concessions portuaires et des réseaux ferroviaires (46 pays d'Afrique via 250 filiales avant la refonte de l'organisation en mars).

Julien Vallet

CAMEROUN :

Cameroun, Commerce en ligne : SELLKAKO se met sur les starting blocks :: CAMEROON

<http://www.camer.be/54535/11:1/cameroun-commerce-en-ligne-sellkako-se-met-sur-les-starting-blocks-cameroon.html>

Les promoteurs de Sellkako, une plate forme de vente en ligne confessent que c'est la volonté d' « apporter des solutions informatiques innovantes » dans un marché du numérique caractérisé par une rareté d'une offre de qualité. Sellkako, produit des experts réunis autour du groupe KUIN se veut comme une plateforme de référence en matière de E-business qui offre une pléthore de services adaptés à l'évolution numérique.

Apporter plus de choix aux E-consommateurs de plus en plus nombreux. Sellkako veut contribuer au renforcement et à la crédibilité de l'offre en matière de E-business au Cameroun et aussi un relais pour les enseignes de forte notoriété. La plateforme se veut aussi un interface qui vient donner une visibilité et une accessibilité des produits de marque et des références au public Camerounais. Une offre plurielle et diversifiée à des « prix démocratiques » Sellkako qui démarre ses activités au Cameroun sur 217 localités dans les 10 régions a pour objectif de conquérir le marché sous régional. Les produits offerts sont des secteurs tels que la téléphonie, l'électronique, la mode, la décoration et bien d'autres. Le tout achalandé dans un espace super boutique. Avec pour possibilités aux clients de bénéficier des prix promotionnels. Bien plus, grâce à ses stratégies de web marketing, sellkako offre aux annonceurs un espace d'annonces digitales.

Une offre de qualité

Sur le plan pratique, les articles se commande directement sur le www.sellkako.com. Pour éviter toute confusion, Sellkako se donne d'accompagner ses client dans les actes d'achat avec possibilité de « tracker » les produits depuis la commande jusqu'à la livraison. une charte de la qualité établie depuis l'acquisition des produits jusqu'à la mise en ligne atteste de la fiabilité des produits de la plateforme. Pour satisfaire ses nombreux acheteurs, sellkako a prévu plusieurs moyens de paiement : carte visa prépayé, virement électronique, mobile money, cash on delivery, porte monnaie électronique. Avec pour garantie des protocoles de sécurité des transactions monétiques certifiées. La livraison donc la date oscille entre un et sept jours se fait à domicile, en point de relais, par pickup dans les stores sellkako. On le voit bien, la plateforme sellkako dont le team managérial est composé de 17 jeunes sortis des grandes écoles de commerce et télécommunication vient donner un nouveau visage au commerce électronique

Cameroun - Médias: Le Journaliste reporter d'images Éric Kouatchou démissionne de Canal 2 International pour i-Télé

Par Adeline ATANGANA | Cameroon-Info.Net YAOUNDE - 13-Sep-2016 -

Éric Kouatchou Éric Kouatchou

De la chaîné de télévision privée camerounaise Canal 2 International à la chaîne I-Télé du Groupe Canal+ en France, Éric Kouatchou a franchi le pas le lundi 12 septembre 2016.

«1re journée réussite. Une nouvelle page s'ouvre et une nouvelle aventure commence. En 1993, je jouais pieds nus... Mais ça, c'était avant. Merci à ceux qui m'ont toujours fait confiance». Voilà l'intégralité du petit texte qu'Éric Kouatchou a publié lundi après-midi pour annoncer publiquement son départ de Canal 2 International pour I-Télé.

Avant de s'installer en France il y a quelques années comme correspondant de la chaîne camerounaise Canal 2 International, Éric Kouatchou, surnommé Golf, a d'abord fait ses premières armes au pays natal successivement comme technicien de prise et de traitement de son à Radio Nostalgie et présentateur réalisateur d'émission au siège de Canal 2 International à Douala, capitale économique du Cameroun

SENEGAL :

Purges au Crédit Mutuel du Sénégal

par Rédaction 12 septembre, 2016

http://www.financialafrik.com/2016/09/12/purges-au-credit-mutuel-du-senegal/#.V9e80dFb_rc

Le directeur général du Crédit Mutuel du Sénégal, Mouhamed Ndiaye, et le PCA ont été limogés par le ministère des Finances. L'histoire se répète donc au CMS puisque l'ancien DG, Mamadou Touré et ses proches collaborateurs, avaient tous été limogés en 2012. Quatre ans plus tard, Mouhamed Ndiaye est défenestré à son tour, en bonne compagnie.

En tout, quinze cadres du comité de direction se sont vu remerciés dans ce qui s'apparente à une sanction faisant suite au rapport sévère de la Commission bancaire.

L'organe de contrôle de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique avait révélé de nombreuses irrégularités dans la gestion de la mutuelle et appelé à un relèvement des règles de surveillance et d'encadrement du CMS. L'audition, le 16 juin à Abidjan, du directeur général par la Commission Bancaire, a poussé cette dernière à exiger son départ. Notification avait été transmise au ministère sénégalais des Finances à la fin juin.

Sentant la pression venir, le DG avait entre temps posé sa démission le 27 juin. Un acte rejeté aussitôt par le conseil d'administration solidaire avec M. Ndiaye et, donc, en porte à faux des orientations pressantes transmises par la Commission bancaire via le ministère des Finances. Par la suite, les injonctions du ministère des Finances appelant le comité de direction à prendre ses responsabilités sont restées lettre morte. En sortant le sabre, ledit ministère décapite d'un coup plusieurs têtes de départements centraux et du comité de direction, appelant ainsi à une nouvelle ère.

En dépit de la sévérité des manquements relevés par la Commission bancaire, Mouhamed Ndiaye n'a pas été désavoué par le conseil d'administration, le comité de direction et l'assemblée des actionnaires. Cet ancien fonctionnaire du système des Nations Unies, entré au CMS en 2007 par la voie du marketing, peut faire valoir un bilan satisfaisant et des coups d'éclats comme la réception des fonds du Millenium Challenge Account (MCA) américain.

Le CMS est un regroupement des filiales de la Fédération des caisses du crédit mutuel du Sénégal et de la Banque des institutions mutualistes de l'Afrique de l'Ouest (Bimao).

UGANDA :

Uganda: Minister Nadduli Tells Ugandans to Beat Up Investors Who Grab Land

By Sadat Mbogo

Mpigi — Minister Without Portfolio Hajj Abdul Nadduli has ordered residents of Mpigi to beat up what he called fake investors grabbing people's land.

The minister was speaking at the closure of a three-day conference organised by the Promotion of Traditional Medicine (PROMETRA), Uganda, an NGO at Dr Ssekagya Institute of Traditional Medicine in Buyijja forest, Buwama Sub-county, Mpigi District last weekend.

Traditional healers across the country had met to share ideas on environment conservation and promoting traditional medicine in the country

Hajj Nadduli was, however, ruled out of order by Mr Ahmed Sseguya Kimera, the Mpigi District police commander, on account that he was inciting violence.

"People should not follow his advice. Instead, if such cases arise in their respective villages, let them report to police," Mr Kimera advised.

Participants, however, welcomed Nadduli's advice, saying that beating will help scare away encroachers and land grabbers.

Hajj Nadduli said although government has a role to play in protecting the ecosystem, residents have the primary responsibility to ensure the remaining forests are conserved.

"As you wait for government to fight encroachers and land grabbers, you should also use all available means to protect your land," he said.

The minister's remarks came after traditional healers, who live off medicinal plants found in forests, complained that government was not doing enough to protect the remaining forests, fearing that if nothing is done, the country is at risk of losing its traditional medicine.

5.7 earthquake hits Tanzania, felt in Kenya and Uganda

Published September 10, 2016 Associated Press

NAIROBI, Kenya – An earthquake with a preliminary magnitude of 5.7 has shaken Tanzania in East Africa.

The U.S. Geological Survey said Saturday that there is a low likelihood of casualties and damage from the quake in the Lake Victoria region whose tremors were felt as far as western Kenya and parts of Uganda, which share the waters of the lake. Tremors were also felt in Kigali, Rwanda.

Recent earthquakes in the area have caused secondary hazards such as landslides. The last quake in the region was in 2004 and measured 4.7.

UW grad student from Uganda gets \$100,000 Bullitt Environmental Prize

BY JOEL CONNELLY, SEATTLEPI.COM Published 9:43 pm, Monday, September 12, 2016

Elephants need defenders, advocates who can stave off conflicts with humans. With its \$100,000 Bullitt Environmental Prize, the Seattle-based Bullitt Foundation is hoping UW graduate student Carol Bogezi plays that role in Uganda.

She hails from Uganda, but Carol Bogezi is focusing her University of Washington doctoral work on human-animal conflicts in the Pacific Northwest, such as wolves repopulating the Cascades and Kettle Range.

Bogezi is hoping to apply that knowledge in her East Africa homeland, with such objectives in mind as securing elephant corridors as tribes repopulate parts of northern Uganda ravaged by civil war.

"This was an opportunity to work with another species, and watch another system," Bogezi said on Monday. "A lot of environmental ideas have started here . . . There are dimensions I want to take back."

She will have resources to pursue research. Bogezi is winner of the 2016 Bullitt Environmental Prize, and with it a two-year, \$100,000 stipend.

The prize, a work of the Bullitt Foundation, is designed more to spur future achievement than reward past work. Its recipients are recognized for overcoming obstacles and demonstrating potential to become effective defenders and advocates of the environment.

"We are going to have a very different environmental movement in 20 years," Denis Hayes, president of the Bullitt Foundation, said on Monday.

Hayes is, frankly, wondering if lessons learned from wolves and men, from subdivisions encroaching on cougar habitat, can be applied in a land of elephants and crocodiles and powerful, feared cat carnivores.

Bogezi talks about what she calls "blank slates of space," villages that were "re-wilded" during 20 years of civil war, with more vegetation and wildlife reestablished, "people coming back from war" and "everyone trying to grab as much land as possible."

Bogezi has already overcome obstacles to be here, under a Beinecke Africa Conservation Scholarship sponsored by the Wildlife Conservation Society.

SOUTH AFRICA :

South African Searchers Rescue Injured Miner

By christopher torchia, associated press

JOHANNESBURG — Sep 12, 2016, 1:41 PM ET

South African rescue teams on Monday pulled an injured man from an abandoned mine shaft where a number of illegal gold miners were trapped, highlighting the dangers of a shadowy activity that attracts unemployed people desperate to make a living.

Searchers had halted their work at the Johannesburg mine because of concerns about fire and poisonous gases below ground. Late in the day, a rescue crew ventured into the darkness below and emerged with a man on a stretcher and took him to an ambulance.

The man had been underground for a week, reported News24, a South African media outlet. The number of missing miners was unclear, with some media reports saying "several" had fainted in the tunnels after inhaling carbon monoxide.

Four miners were rescued Sunday, and three illegal miners who emerged from the shaft on Monday morning were arrested. Penalties for illegal mining can include fines and prison time.

Police deployed at the site to prevent relatives from trying to go below-ground to search for family members.

The gold mining industry was a foundation of the South African economy but has struggled over the years because of rising costs.

Illegal mining is increasing because of the country's economic difficulties, and crime syndicates are often involved, South Africa's Chamber of Mines said. Some miners blow open sealed shafts with explosives, and often stay underground for long periods without protective gear, it said.

"Illegal miners are often heavily armed and where trespassing on operating mines, set ambushes and booby traps for employees, security and rival groups of illegal miners," the chamber said in a statement.

The Democratic Alliance, South Africa's main opposition party, said authorities should crack down on illegal mining syndicates. It said dust-covered miners can be seen loading sacks of material from their activities into taxis on two main roads in Johannesburg.

A major labor group, however, said authorities should consider legalizing and regulating what it called "small-scale mining" as a way to reduce the danger and rid the business of criminal groups.

The group, known by its acronym COSATU, said the problem would persist as long as many South Africans are "still sitting at the bottom end of the economic pyramid."

Follow Christopher Torchia on Twitter at www.twitter.com/torchiachris

AFRIQUE DU SUD :: Johannesburg passe aussi dans l'opposition :: SOUTH AFRICA

<http://www.camer.be/54069/6:1/afrique-du-sud-johannesburg-passe-aussi-dans-l39opposition-south-africa.html>

Afrique du Sud. L'Alliance démocratique va diriger la capitale sud-africaine, auparavant aux mains de l'ANC. Une première depuis 1994. L'Alliance démocratique (DA), principal parti d'opposition en Afrique du Sud, a pris lundi le contrôle de la municipalité de Johannesburg, le poumon économique du pays, aux dépens du Congrès national africain (ANC), comme à Pretoria et Port Elizabeth la semaine dernière.

C'est une première depuis l'avènement de la démocratie dans ce pays en 1994.

C'est en effet la première fois depuis la fin de la dictature raciste de l'apartheid en Afrique du Sud et l'avènement de la démocratie il y a 22 ans que l'ANC ne contrôle pas la ville de Johannesburg.

L'ANC avait obtenu 45% des voix lors des élections municipales contre 38% en faveur de DA, mais cette dernière a réussi à rallier autour d'elle plusieurs formations minoritaires dont les Combattants pour la liberté économique (EFF) pour former une coalition forte de 144 sièges contre 125 à l'ANC

de l'ancien maire Parks Tau.

Refonte spectaculaire

Cette prise de contrôle de la capitale économique du pays s'ajoute à la victoire dans la capitale politique, Pretoria, lors du scrutin du 3 août. L'Alliance démocratique l'avait également emportée dans la municipalité de Nelson Mandela Bay qui englobe Port-Elizabeth, important centre manufacturier.

«Nous allons apporter le changement qui fournira des emplois à notre peuple. Remettons cette ville au travail», a commenté Herman Mashaba, le nouveau maire de Johannesburg.

Si l'ANC, parti historique de l'abolition de l'apartheid, demeure majoritaire au niveau national, les élections municipales ont marqué une spectaculaire refonte de la carte électorale sud-africaine.

Quatre des six plus grandes métropoles du pays, Johannesburg, Pretoria, le Cap et Port Elizabeth sont désormais gouvernées par des maires de l'opposition. (ats/nxp)

Zuma Turmoil Leaves South Africa's Economy Down But Not Out

Michael Cohen MikeCohen21 September 13, 2016 — 12:00 AM CEST

<http://www.bloomberg.com/news/articles/2016-09-12/zuma-turmoil-leaves-south-africa-s-economy-down-but-not-out>

At first glance, South Africa appears on a road to nowhere, mired in leadership turmoil and economic stagnation that are rolling back many of the hard-won gains of 22 years of multiracial rule.

President Jacob Zuma, who's lurched from one scandal to the next, is warring with his finance minister over control of the National Treasury. Government and ruling-party officials are at each others' throats over policy, appointments and alleged cronyism. And the risk of the nation's credit rating being downgraded to junk by year-end is mounting as the infighting detracts from efforts to ignite growth and fight unemployment.

Yet all is far from lost for Africa's most industrialized economy. The country last month held its 10th straight credible election since apartheid ended, one that heralded the onset of real political competition as the ruling African National Congress lost control of major cities. Zuma, who must step down in 2019 after serving the maximum two terms, has been held in check by a vocal opposition that secured a Constitutional Court order forcing him to repay taxpayer funds spent on his private home

“The economy is much more resilient than many people give it credit for,” said Dave Mohr, who helps oversee 110 billion rand (\$7.6 billion) as chief strategist at Cape Town-based Old Mutual Multi-Managers. “We have managed to avoid a full-scale recession despite the collapse in commodity prices, tighter monetary policy, the worst drought in living memory, a hostile international environment and all this political and policy uncertainty. We will still be here when all this turmoil blows over.”

For a quick wrap of South Africa's troubles, click here.

Besides having a noisy democracy, South Africa also boasts Africa's best transport links and energy supply, and a financial system that the Geneva-based World Economic Forum ranks among the world's best. Accounting firm EY ranked the country Africa's most attractive foreign direct investment destination last year, and government debt levels and the budget deficit are well within limits recommended by the Paris-based Organization for Economic Cooperation and Development. In addition, South Africa is the world biggest producer of platinum and manganese. Citigroup Inc. said in 2010 that the country's mineral deposits were worth \$2.5 trillion, the most of any nation. Much of the blame for the hard times has been directed against Zuma, 74, who is accused by opposition parties of abusing his post to further his own financial interests and those of his allies, and against the ANC for failing to hold him to account. The party, which led the fight against apartheid rule before taking power under Nelson Mandela in 1994, saw its share of the national vote drop to a record low 54.5 percent in Aug. 3 local elections. It lost control of Johannesburg, the economic hub, and Pretoria, the capital.

The president is fighting a lawsuit filed by the Democratic Alliance, the main opposition party, aimed at forcing prosecutors to reinstate 783 graft charges against him that were dropped just weeks before he was sworn in as president in 2009.

Family Business

Deputy Finance Minister Mcebisi Jonas said members of the wealthy Gupta family, who were in business with Zuma's son and employed one of his four wives, had offered him a ministerial post in exchange for business concessions. In a statement issued by their spokesman, the family dismissed the allegation as a political ploy. Zuma said only he had the power to make ministerial appointments and has repeatedly denied ever intentionally breaking the law.

In December last year, Zuma sparked a run on the rand and the nation's bonds when he appointed little-known lawmaker David van Rooyen as his finance minister in place of the respected Nhlanhla Nene. Van Rooyen lasted four days. Since then, Zuma has been accused of seeking to undermine successor Pravin Gordhan by, for instance, refusing his request to fire the nation's tax chief for insubordination.

Gordhan, who denies having done anything wrong, said the political crisis will pass and the country's future remains bright.

Turbulent Times

"Of the emerging markets we have the least problems," he told the Cape Town Chamber of Commerce and Industry last month. "Yes, we are going to have turbulence. Name me one country that doesn't have some kind of political, social or economic turbulence."

Mzukisi Qobo, an associate professor at the University of Johannesburg, is more skeptical, saying that the harm he says Zuma has wrought is likely to endure after the president leaves office.

"South Africa is in a very hard place because the reality is that the ANC is damaged to the core," Qobo said by phone. "There will always be a tussle between individuals within government that want to stabilize and modernize and those who are pushing very hard to open wide the trough of the state."

South Africa's predicament could get worse before it gets better even though Zuma has been weakened as his rule draws to a close, according to Robert Schrire, a politics professor at the University of Cape Town.

"He is a lame duck," Schrire said. "Like Samson, he can certainly take down the roof and all the pillars. He has incredible capacity to do damage."

Damage Capacity

Close all those tabs. Open this email.

Get Bloomberg's daily newsletter.

The economy, meanwhile, moves on. Output expanded an annualized 3.3 percent in the second quarter, after contracting 1.2 percent in the previous three months, as mining and factory output rebounded. The central bank, which had predicted no growth this year, said it would raise its forecast although the annual figure will remain low. The government is targeting 6 percent annual growth as it seeks to halve a 27 percent unemployment rate.

The rand has gained 7.3 percent against the dollar this year, the fourth-best performer among 24 emerging-market countries monitored by Bloomberg. Foreigners have bought a net 61.7 billion rand worth of the country's bonds so far this year, while selling a net 84.2 billion rand in equities.

Robert Jeffrey, managing director and senior economist at Johannesburg-based advisory service Econometrix, sees political will as key to South Africa achieving its economic potential.

"No damage is irreparable," he said. "At the moment, the turmoil and the policy indecision is affecting investors in a major way. If the right decisions were made, you would find that confidence can be engendered and investors will return."

TANZANIA :

Tanzania earthquake kills 13 and injures more than 200

<http://www.bbc.com/news/world-africa-37330418>

11 September 2016

A magnitude 5.7 earthquake has killed at least 13 people and injured 203 in northern Tanzania, the authorities say.

The quake struck close to the border with Uganda and Rwanda near Lake Victoria.

Images posted on social media showed significant damage to buildings in Bukoba, a city of more than 70,000 people where most casualties were reported.

Tremors were felt as far away as western Kenya.

"This incident has caused a lot of damage," Deodatus Kinawila, the district commissioner of Bukoba, told the BBC.

"For now, the situation is calm and under control," he said later.

"Some people have been discharged from hospital," he added. "We don't expect many more injuries."

The US Geological Survey says the quake struck at a depth of 10km (six miles) at 15:27 local time on Saturday (12:27 GMT).

East Africa's Great Rift Valley runs along a geological fault line but major earthquakes there are rare.

A magnitude six quake struck the Tanzanian town of Arusha, east of Bukoba, in July 2007.

US Soldiers team with Tanzania rangers to combat poaching

https://www.army.mil/article/174864/us_soldiers_team_with_tanzania_rangers_to_combat_poaching

By Air Force Staff Sgt. Eric Summers Jr. September 12, 2016

TANZANIA, Africa -- The African elephant can be as tall as 14 feet, weigh more than 15,000 pounds, and live up to 70 years. The already formidable animal's sharp tusks can grow as long as 10 feet, which serve as additional insurance against any would-be predators.

It's a sad irony then, that these tusks are also the reason some African Elephant populations are at risk. Recent surveys by the Tanzania government have shown that the country's elephant population has declined dramatically due to poachers hunting the mammals for their ivory tusks.

What's worse, the Center for Strategic and International Studies reports that ivory poached by violent extremist organizations is bartered for weapons and ammunition, compounding a conservation problem with an even larger security problem.

To combat the threat, Tanzania's park and game reserve rangers have teamed with members of the U.S. Army's 403rd Civil Affairs Battalion, a component of Combined Joint Task Force-Horn of Africa, and North Carolina National Guard, to conduct anti-poaching training from July to September 2016, at Rungwa Game Reserve, Tanzania.

"Tanzania has the second highest concentration of African elephants on the continent. Their population has been halved in the past ten years. It's a crisis that not only affects east Africa -- it affects the whole world," said Capt. Michael Wilson, 403rd Civil Affairs Battalion team leader.

During the two months of training, Army Soldiers focused on building the Rungwa Park rangers' knowledge of combat patrol and first aid and taught them movements that should increase their effectiveness at tracking, capturing and arresting illegal poachers in the Rungwa game reserve.

"The goal for this training mission was to train 20 to 40 rangers in field craft," Wilson said. "As an instructor in part of the counter illicit trade training team, I conducted medical training, intelligence training, a full [spectrum] of training activities."

The training is helping the rangers adapt to the poachers' methods, according to Domina Mgelwa, a Rungwa Game Reserve game officer.

"We think [U.S. Soldiers] are more experienced in the field and they have more techniques which are important for us," Mgelwa said. "Time changes and techniques change, so we need some new knowledge."

The Army soldiers also taught the rangers small unit tactics and several battlefield skills that they can use to counter threats they encounter in the wild. Wilson described the rangers as enthusiastic students, in spite of the difficulty of the training.

"They came to class everyday ready to learn and -- truth be told -- we often took them outside of their comfort zone," Wilson continued. They never complained, they did what we asked of them, and I think the benefit is that they will go away with skills and knowledge that will stay with them for their remaining time as rangers. "

Moses Munya, the game reserve's senior game warden, said that the training has given him the knowledge and the skills he needs to fight the poachers. It is knowledge that he plans to pass on to his colleagues when he returns to his work station.

"I appreciate the Americans' practice. They gave us the directives, and I also like the military tactics," Munya said. "They have trained us on how to crawl and different formations to reach the poachers' camp or even capture the poachers."

Wilson is also confident that the training will go a long way toward helping the rangers save an elephant population that has dwindled to fewer than 44,000.

"I believe now that these rangers will be more effective in the bush in hunting poachers, and I believe the statistics will eventually bear out that our actions here have had a positive impact," he said.

KENYA :

Kenya : attaque à Mombasa

11 septembre 2016

Au Kenya, une attaque a pris pour cible le commissariat central de police de la ville portuaire de Mombasa.

La police a indiqué que trois femmes ont tenté de mettre le feu au bâtiment en y lançant des cocktails molotov.

Les trois femmes portaient sur elles des couteaux, toujours selon la police.

L'une des femmes portait aussi une veste avec des explosifs.

Mais ils n'ont pas été activés.

Trois Somaliens ont été arrêtés au domicile de l'une des trois femmes.

Elles étaient venues au commissariat sous le prétexte de signaler un vol de téléphone portable.

Elles ont alors attaqué deux policiers et lancé des cocktails molotov.

Les trois femmes ont toutes été abattues par la police.

Les deux agents blessés ont été admis à l'hôpital.

La région côtière du Kenya a connu plusieurs attentats ces dernières années.

Ces attentats ont souvent été revendiqués par le groupe islamiste Al-Shabaab.

Kenya: Plaidoyer vibrant d'Uhuru Kenyatta pour booster l'agriculture africaine

12 septembre 2016

Nairobi (© 2016 Afriquinfos) – Dans une déclaration faite au cours d'un Forum consacré à la révolution verte en Afrique, Uhuru Kenyatta s'est engagé à mobiliser des ressources conséquentes en faveur du secteur agricole africain. Il compte utiliser le canal de «l'African Green Revolution», initiative qui vise à inciter gouvernements et bailleurs de fonds à soutenir les agriculteurs opérant en Afrique en général.

Uhuru Kenyatta estime que l'heure a sonné de promouvoir davantage le secteur agricole y en investissant des moyens concrets. Ce qui permettrait d'améliorer les conditions de vie de nombreuses familles africaines. De ce fait, il envisage mobiliser 400 millions de dollars pour soutenir le secteur privé et public en Afrique les cinq prochaines années.

«Sur le continent, on est tous conscients de l'importance de ce secteur. On comprend bien qu'il s'agit du pilier de nos économies nationales, mais aussi du gagne-pain de notre peuple. On est conscient du fait que la croissance dans le secteur agricole a une incidence 11 fois plus grande sur la réduction de la pauvreté que sur tous les autres secteurs», a soutenu Uhuru Kenyatta, Président du Kenya.

En Afrique, des millions de personnes meurent encore de famine. Pourtant, plus de 900 millions d'agriculteurs africains pourraient nourrir l'ensemble du continent. Pour ce faire, ils ont besoin d'appuis structurants et décisifs; c'est l'objectif de l'African Forum Revolution. Les organisateurs espèrent récolter près de 30 millions de dollars des donateurs pour soutenir leurs activités.

Bella EDITH

ANGOLA :

Sécurité: L'Angola commande 17 navires militaires pour près de 500 millions d'euros

(Agence Ecofin) – La crise économique que traverse l'Angola ne semble pas perturber outre mesure le gouvernement angolais qui a passé commande de 17 patrouilleurs militaires ainsi que d'intercepteurs auprès des Constructions mécaniques de Normandie (CMN), une filiale du groupe Prinvest pour un montant de 495 millions d'euros.

D'après un décret en date du 29 août 2016, signé par le président angolais Jose Eduardo dos Santos, ce contrat a été attribué à Prinvest Shipbuilding Investments, un groupe spécialisé dans la construction de navires de guerre appartenant à l'homme d'affaires français d'origine libanaise Iskandar Safa, également propriétaire de CMN.

Ces navires auront pour mission « l'interception et la dissuasion, ainsi que la surveillance permanente des côtes du pays » indique le décret. Ils assureront également la protection des plateformes pétrolifères du pays. Pour l'heure, le type de ces patrouilleurs n'est pas encore précisé. La holding Prinvest avait déjà annoncé dans un communiqué publié le 2 septembre, qu'elle allait lancer un chantier naval en Angola en association avec Simportex, une société appartenant à l'armée angolaise. Un chantier qui sera doté de technologies de pointe, en vue de construire des navires de guerre et de fournir une large gamme de services à la marine angolaise.

Le groupe Prinvest dispose de plusieurs chantiers navals au Moyen-Orient, ainsi qu'en France (CMN) et en Allemagne. Il a déjà livré plus de 2000 navires à plus de 40 marines à travers le monde.

Alain Okpeitcha

Helper, le drone secouriste testé par Total en Angola

Frank Niedercorn Le 12/09 à 06:00

Ce fut la vedette de l'été sur les plages de Biscarrosse dans les Landes. Le drone Helper a été testé par les maîtres-nageurs, afin d'évaluer ses compétences de secouriste. Si la période estivale fut exceptionnellement calme pour une côte habituée aux vagues et aux courants, avec une vingtaine de jours sous drapeau vert, il a rempli sa mission. Conçu par Fabien Farge, un médecin urgentiste qui travaille chez Total sur les plates-formes pétrolières, mais intervient l'été sur les plages, et Gérard Dumartin, spécialiste des drones, il devait en principe permettre de rassurer la personne en détresse en restant au-dessus d'elle avant l'arrivée du maître nageur ou des jet-skis, tout en s'assurant de son état grâce à une caméra.

Utilisé lors de 43 sorties, il a, en effet, contribué à secourir trois personnes, dont deux pratiquants de kitesurf. Il a même eu l'occasion de lâcher sa bouée autogonflable à proximité d'un baigneur en difficulté. A tel point que le GIP Littoral d'Aquitaine s'intéresse de près au projet dans le cadre de la surveillance des baignades et « afin de générer du développement économique autour du tourisme ». L'expérience intéresse aussi le groupe pétrolier Total, qui teste le drone ce mois-ci sur sa plate-forme au large de l'Angola. Qu'il s'agisse d'intervenir pour secourir un homme tombé à la mer, de surveiller d'éventuelles pollutions ou encore d'aller au contact de bateaux de pêche s'approchant de la zone, pour s'assurer qu'ils ne présentent aucun danger. « Dans la gestion de crise comme la médecine d'urgence, la vitesse est primordiale. C'est tout l'intérêt du drone », résume Fabien Farge. Helper a participé au concours Lépine européen qui ferme ses portes ce lundi à Strasbourg. Sa principale innovation réside dans le système de communication désormais breveté, dont est doté la bouée, qui permet au pilote du drone de dialoguer avec la personne secourue.

Frank Niedercorn, Les Echos

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/pme-regions/innovateurs/0211240070205-helper-le-drone-secouriste-teste-par-total-en-angola-2026561.php?76YQGpJP0dPUSCqb.99>

AU/AFRICA :

GABON : L'UNION AFRICAINE CONTREDIT LA FRANCE ET DEMANDE LE RECOURS À LA COUR CONSTITUTIONNELLE

Au moment où la France crie partout qu'il faut afficher les résultats par bureau de vote, l'Union africaine demande qu'on respecte la loi gabonaise qui veut que les contestations se fassent auprès de la Cour constitutionnelle.

Au moment où la France a clairement emprunté la voie de la partialité en allant dans le sens de Jean Ping, l'Union africaine choisit celle de la légalité. En effet, le président en exercice de l'UA, Idriss Deby Itno, a purement et simplement demandé à l'opposition et au parti au pouvoir de "privilégier le dialogue et la concertation dans le strict respect des procédures légales et constitutionnelles". Le président Deby a aussi proposé la médiation de l'Union africaine et appelé les candidats à recourir aux "instruments pertinents de l'UA, pour trouver une solution à la crise née du contentieux électoral".

C'est une position que l'on peut qualifier d'historique, puisque l'Union africaine a souvent été influencée par les pays occidentaux. Or, aujourd'hui, cet appel à recourir aux voies légales gabonaises tranche avec ce que veut imposer la France qui, sous-couvert de l'Union européenne, s'est rangée dans le camp de Jean Ping. La France demande, en effet que les résultats soient affichés bureau de vote par bureau de vote. Exactement, ce que souhaite Jean Ping qui ne veut pas aller devant la Cour constitutionnelle.

Il s'agit d'une procédure que ne prévoient ni la Constitution, ni la loi électorale gabonaises. En effet, en cas de contestation des résultats, les candidats peuvent faire un recours devant la Cour constitutionnelle comme c'est le cas dans tous les pays francophones d'Afrique.

Beaucoup se posent d'ailleurs la question de savoir pourquoi La France veut, aujourd'hui, qu'on procède à un recomptage des voix, alors qu'en 2010, lors des élections ivoiriennes, elle s'était catégoriquement opposée à la demande formulée alors par Laurent Gbagbo.

A l'époque, Jean Ping, alors président de la Commission de l'Union africaine, avait clairement refusé au président ivoirien Gbagbo le droit au recomptage. Mais, aujourd'hui, les choses ont tourné, la France et Jean Ping ont des positions qui font sourire les observateurs.

27ème sommet de l'Union Africaine: vers l'adoption de nouveaux modes de financement

Pour arrêter d'être financé par l'Occident, les experts et ministres de l'Union Africaine, à l'issue de leurs travaux préparatoires, ont proposé le prélèvement d'une taxe de 10 dollars (5000 FCFA) sur chaque billet d'avion émis et 3 dollars (environ 1500 FCFA) sur chaque chambre d'hôtel, a rapporté, dimanche en fin de matinée, le ministre rwandais de l'économie, Claver Gatete au cours d'une conférence de presse.

Rédigé par leral.net le Vendredi 9 Septembre 2016 à 00:58 | | 0 commentaire(s)|

27ème sommet de l'Union Africaine: vers l'adoption de nouveaux modes de financement

Le 27è sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine (UA) qui s'ouvre, dimanche après-midi, à Kigali dans la capitale rwandaise sera marqué par l'adoption de nouveaux modes de financement de cette organisation continentale.

Il a également indiqué qu'une taxe de 0,2% de la valeur CAF (coût, assurance, fret) sur l'importation a été proposée au cours des travaux préliminaires de ce sommet.

“Il n'est pas normal que l'Union Africaine continue d'être financée par l'occident”, a fustigé Gatete, ajoutant que selon certaines sources l'UA est financée à hauteur de 50% par l'extérieur, quand d'autres sources annoncent que ce financement de l'extérieur est de 93%.

C'est pourquoi, selon lui, “l'UA est obligée d'inventer d'autres mécanismes de financement”. “Le budget de l'UA a été de 400 millions de dollars”, a-t-il ajouté, soulignant qu'il faut “beaucoup

plus” pour “le financement des opérations de paix et des autres actions de l’UA”.

Ces nouveaux modes de financement de l’organisation continentale proposés par les experts et ministres devront être “approuvés” par les chefs de l’Etat et de gouvernement qui seront réunis, dimanche et lundi, à “Kigali Convention Centre” (Palais des congrès de Kigali).

L’ancien mode financement de l’UA reposait notamment sur la contribution des Etats et des dons de l’extérieur, a rappelé le ministre rwandais de l’économie.

Landing DIEDHIOU Source: imatin.net

UN/AFRICA :

L'ONU s'inquiète de l'afflux de combattants sud-soudanais en RDC

Le Monde.fr avec AFP et Reuters Le 12.09.2016 à 17h57

Des casques bleus de l'ONU devant la clôture d'un camp de réfugiés installé à Jebel au Soudan du sud, le 3 septembre 2016.

Les Nations unies se sont inquiétées, lundi 12 septembre, des conséquences de l'afflux de combattants sud-soudanais dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) pour la stabilité de cette région ébranlée par les conflits armés depuis plus de vingt ans.

La Mission de l'ONU pour la stabilisation du Congo (Monusco) souligne dans un communiqué qu'elle poursuit, avec « le siège des Nations unies » à New York, « les discussions avec le gouvernement de la RDC [et] les organisations sous-régionales afin qu'une issue favorable soit trouvée à cette situation qui pourrait devenir une menace pour la paix en RDC ».

Dans ce texte, la Monusco dit avoir porté secours, depuis le 17 août, à 634 ressortissants sud-soudanais présents dans le parc de la Garamba, réserve naturelle du nord-est de la RDC frontalière du Soudan du Sud.

La Monusco affirme avoir « extrait » ces personnes du parc dans le cadre d'une « opération d'assistance à but humanitaire ».

« Leurs armes [ont été] récupérées et gardées à la Monusco », ajoute le communiqué. « Cette opération a pour objectif d'apporter de l'assistance aux personnes étant dans un état critique mais aussi aux populations civiles qui pourraient en être victimes », sachant qu'« il resterait à ce jour environ 134 personnes à extraire du parc ».

Mercredi 7 septembre, le siège des Nations unies avait révélé que la Monusco avait aidé à transporter en lieu sûr pour qu'ils y soient soignés plus d'une centaine de partisans « mal en point » de l'ancien vice-président soudanais Riek Machar qui s'étaient réfugiés en RDC.

Ces combattants, de même que leur chef, avaient été chassés de Juba, la capitale sud-soudanaise, à la suite de violents combats contre l'armée du président Salva Kiir en juillet. M. Machar, blessé, avait lui-même été pris en charge par la Monusco en RDC avant d'être remis aux autorités congolaises. Il se trouve actuellement à Khartoum. Plus de 20 000 Sud-Soudanais ont fui vers la RDC cette année, selon l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Classé par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité (dans la catégorie « en péril »), le parc de la Garamba sert de refuge depuis plusieurs années à divers groupes armés congolais ou étrangers.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/09/12/l-ONU-s-inquiete-de-l-afflux-de-combattants-sud-soudanais-en-rdc_4996544_3212.html#LbQF1rPcVsGIcc8I.99

Dialogue en RDC: la résolution 22-77 de l'ONU au cœur du débat

Les délégués congolais arrivent pour entamer une journée de dialogue politique, en RDC, le 7 septembre 2016.

© RFI/Sonia Rolley Par RFI Publié le 13-09-2016 Modifié le 13-09-2016 à 09:22

La facilitation de l'Union africaine était en consultation jusqu'à tard lundi soir. Edem Kodjo a rencontré les délégations de la majorité et de l'opposition ensemble. Mais pas de solution en vue pour le moment, après que l'opposition ait suspendu sa participation au dialogue, exigeant que la priorité soit donnée à la présidentielle, conformément à la résolution 22-77 du Conseil de sécurité.

La majorité, elle, veut le contraire : les locales d'abord. Après les acteurs, le facilitateur doit rencontrer ce mardi le groupe de soutien. Une réunion pour accorder ses violons. La résolution 22-77 doit-elle être respectée dans le cadre du dialogue national ?

Le chef de la délégation de l'opposition, Vital Kamerhe, en a appelé à la communauté

internationale, rappelant que le Conseil de sécurité avait donné la priorité aux législatives et surtout à la présidentielle. C'est l'une des dispositions de la résolution 22-77. Résolution que le groupe de soutien, la facilitation d'Union Africaine et même les participants au dialogue à travers leur feuille de route consensuelle ont promis de respecter.

L'affaire amuse en tout cas l'une des personnalités... C'est une composante de ce dialogue national. La communauté internationale va-t-elle violer sa propre résolution ? C'est la crédibilité de la facilitation et surtout du groupe de soutien qui est en jeu, souligne-t-elle.

Eux qui, selon cette personnalité, ont accepté de soutenir un dialogue pas vraiment inclusif, sans l'environnement requis en termes d'ouverture de l'espace démocratique et qui, depuis, poussent tous les acteurs à rejoindre ce dialogue tout en sachant qu'il va violer la Constitution...

Et la question posée en ces termes embarrasse bien des membres du groupe de soutien qui se disaient mal à l'aise lundi et attendaient avec impatience de pouvoir rencontrer le facilitateur Edem Kodjo et d'en savoir plus sur l'avancée de ses consultations.

Mais pour la majorité, en tout cas, c'est un faux problème, la résolution 22-77 ne fait que des recommandations et n'est pas au-dessus de la souveraineté nationale.

Seul point d'accord à l'issue de ce premier round de consultations pour la facilitation : majorité et opposition se sont entendues pour faire une conférence de presse à la mi-journée autour du facilitateur Edem Kodjo.

US/AFRICA :

USA, Européens demandent à Haftar de rebrousser chemin en Libye

Reuters le 13/09/2016 à 01:05

TUNIS, 13 septembre (Reuters) - Les Etats-Unis, la France et quatre autres pays ont exigé lundi le retrait des forces du commandant Khalifa Haftar des terminaux pétroliers dont elles se sont emparées au cours du week-end en Libye au détriment des troupes fidèles au gouvernement reconnu par les Nations unies.

"Nous appelons toutes les forces militaires qui ont pénétré dans le croissant pétrolier à se retirer immédiatement, sans précondition", déclarent dans un communiqué les Etats-Unis, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

Les forces de Khalifa Haftar ont pris au cours du week-end les terminaux de Ras Lanouf, Es Sider, Zoueïtina et Brega.

(Aidan Lewis; Bertrand Boucey pour le service français)

Haiti - Sécurité : Saisie d'armes illégales, les USA félicitent la PNH

10/09/2016 09:00:48

Haiti - Sécurité : Saisie d'armes illégales, les USA félicitent la PNH

Dans une note, l'Ambassade des États-Unis félicite ses partenaires haïtiens et salue la saisie d'armes illégales par la Police Nationale d'Haïti et les autorités haïtiennes au port de Saint-Marc le jeudi 8 septembre 2016 <http://www.haitilibre.com/article-18569-haiti-flash-inquietante-saisie-d-armes-en-provenance-des-usa.html>

« Nous continuons à travailler en collaboration avec les autorités américaines et haïtiennes pour poursuivre les criminels impliqués dans cette affaire et pour combattre le trafic d'armes illégales vers Haïti.

Les États-Unis s'engagent à continuer à supporter la Police Nationale d'Haïti sur le long terme, et nous saluons les progrès continus de la PNH en vue d'assurer la sécurité et l'État de droit en Haïti ».

Lire aussi :

<http://www.haitilibre.com/article-18569-haiti-flash-inquietante-saisie-d-armes-en-provenance-des-usa.html>

HL/ HaïtiLibre

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

CHINA/AFRICA :

INDIA/AFRICA :

Santé : des échanges fructueux entre l'Inde et le Congo

Lundi 12 Septembre 2016 - 17:05 <http://adiac-congo.com/content/sante-des-echanges-fructueux-entre-linde-et-le-congo-55744>

La ministre congolaise de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo, a pris part au forum Inde-Afrique, tenu récemment à New Delhi. Les ministres africains en charge de la santé, les chercheurs en la matière, les entreprises pharmaceutiques y ont participé passant en revue les questions de santé au sens large du terme... En marge du forum, Jacqueline Lydia Mikolo a échangé avec les représentants de Cipla, un des grands groupes pharmaceutiques mondiaux de fabrication de médicaments. « Nous avons discuté, entre autres, sur la manière dont le groupe Cipla peut approvisionner régulièrement le Congo en médicaments de gratuité de sorte qu'il n'y ait plus de rupture », a expliqué la ministre de la Santé plaidant pour l'automatisation de la fourniture des

médicaments comme les anti rétroviraux et ceux des autres maladies pour lesquelles le président de la République avait longtemps déclaré la gratuité du traitement...

« Les partenaires indiens nous ont fait des propositions concrètes. Il ne reste plus que la formalisation des échanges que nous avons eus lors de ce forum », à en croire Jacqueline Lydia Mikolo qui a saisi l'occasion pour dévoiler à ces partenaires les priorités et attentes du Congo en matière de santé. Elle a également présenté ce que le Congo est capable d'offrir en la matière puisque, selon elle, les infrastructures hospitalières qui se construisent à travers le pays peuvent aussi servir de centre de recherche pouvant rassembler les cerveaux venus de plusieurs horizons dans le but de résorber les problèmes de santé auxquels les populations sont confrontées.
Rominique Nerplat Makaya

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 13 septembre 2016... AGNEWS/DAM, NY, 13/09/2016